

~~kn.~~ 2. 18348

Case
FRC
20290

CAISSE D'ÉPARGNES
ET DE BIENFAISANCE
DU SIEUR LA FARGE.

(Suivie d'un discours de Mirabeau)

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

1 7 9 1.

THE NEWBERRY
LIBRARY

CARTE DE BREVET

ET DE PROPRIÉTÉ

DU BREVET LA TROIS

A TROIS

DE LA PROPRIÉTÉ

1701

CAISSE D'ÉPARGNES ET DE BIENFAISANCE (1)

DU SIEUR LAFARGE.

L'ESPRIT de calcul & de finance a fait beaucoup de progrès en France depuis plusieurs années ; mais toutes ces combinaisons plus ou moins favorables aux gens assez riches pour prendre part aux établissemens qui en étoient l'objet , ont été le plus souvent dictées par l'avarice & la

(1) Le titre de *tontine viagère & d'amortissement* ne convient pas au projet du sieur Lafarge , a dit M. Mirabeau l'aîné ; il falloit l'appeler *caisse d'épargnes, caisse de bienfaisance.*

avidité , & sont devenues par la suite les sources funestes d'un agiotage qui a desséché toutes les branches de notre industrie nationale. Les bons citoyens ont formé des vœux impuissans contre ce mal politique & moral , & cherchent encore vainement une caisse qui soit à l'abri de ce fléau , dans laquelle le pauvre & le malheureux puissent verser les épargnes recueillies dans les années de la force & du travail , pour les retrouver dans celles de la vieillesse & des infirmités.

Le sieur Lafarge est le premier qui ait imaginé de créer une société qui réunisse ces avantages , & dont le but est d'être utile en même temps à la classe indigente pour qui il fait fructifier les plus légères économies , & à l'Etat , par l'emploi auquel il consacre le produit de cette économie.

On crée des actions , dont le prix sera de 90 livres (1) , payables en dix ans , à raison de 9 livres par année ; ce prix sera employé en acquisitions de contrats perpétuels.

L'intérêt dû aux créanciers de l'Etat sera payé par droit de subrogation aux actionnaires , toujours sur le même pied , mais en *viager* seulement.

Chaque action donnera droit à une pension viagère de 45 livres , suivant les proportions & les règles établies dans le plan arrêté par les deux comités réunis de mendicité & de finance ; cette rente s'accroîtra jusqu'au *maximum* de 3,000 livres.

Ainsi le pauvre qui pendant dix ans aura économisé six deniers par jour , ou celui qui aura reçu le bienfait

(1) On ne peut pas craindre que ces actions soient sujettes à l'agiotage ; elles ne seront pas payables au porteur : le nom de l'actionnaire y sera porté , et le nombre n'en sera pas non plus limité.

d'une action de l'homme aisé qui veut venir à son secours, jouira de 45 livres de rente, laquelle pourra parvenir à 3,000 liv. ; & l'État, dont les contrats auront été acquis, profitera en définitif de tous les capitaux.

Sous ce double rapport d'utilité publique, ce plan ne pouvoit manquer de réunir tous les suffrages ; aussi a-t-il eu tous ceux des compagnies & associations auxquelles il a été présenté (1).

L'éloignement du corps législatif pour toute compagnie de finance, en lui dissimulant les avantages précieux qui avoient frappé ses comités réunis, a donné trop de

(1) Série des suffrages.

A la section du théâtre fran-
çois, domicile de l'auteur ; Accueilli.

4 octobre 1790, rapport
des représentans de la com-
mune ; A l'unanimité.

Au club des jacobins, M. Pol-
verel, rapporteur ; Accueilli : lettre de remercie-
mens à l'auteur.

Au club de 1789 ; Accueilli : lettre de remercie-
mens à l'auteur.

Premier rapport de l'Assem-
blée ; Entendu favorablement, ren-
voyé à l'examen des comités
de finance et de mendicité,
l'académie consultée.

Rapport de l'académie ; Calculs exacts, bases approu-
vées.

Comité de mendicité ;
Comité des finances ; } Rectifient les détails, ac-
cueillent à la presque unanimité.

poids à une objection qui a été présentée par un de ses membres.

La tontine viagère proposée, a-t-on dit, est une véritable *loterie*; & la subsistance du pauvre ne doit pas être ainsi tirée au sort.

Cette objection avoir été élevée dans les comités; l'examen & la réflexion l'ont fait disparaître.

Le projet du sieur Lafarge n'est pas une *loterie*.

« Qu'est-ce qu'une *loterie* (1)? c'est le jeu dans lequel
 » on risque une certaine somme dans l'espérance frivole
 » de gagner beaucoup au-delà : cette espérance peut se
 » réaliser, il est vrai; mais mille combinaisons imaginées
 » par le spéculateur qui tient le jeu, rendent cette réalisa-
 » tion chanceuse plus ou moins probable. Ici rien n'est
 » livré au hasard; le versement de six deniers par jour
 » dans une caisse économique, n'offrirait au bout de dix
 » ans, à tous ceux qui auroient droit à cette accumula-
 » tion de principaux & d'intérêts, qu'un revenu infini-
 » ment petit, on a donc pensé qu'il valoit mieux ne faire
 » jouir d'abord que quelques-uns d'entr'eux, & suspendre
 » le droit des autres, que de faire pour tous une distribu-
 » tion qui étant égale, seroit presque insensible pour chacun.
 » Les droits à cette jouissance étant égaux, il faut bien
 » remettre au sort les droits de partage entre les membres
 » de la classe *suspendue*, qui jouira plus tard. Il n'y a
 » point là de lots, point de hasard autre que celui de la
 » *survie* (2); c'est une convention faite avec les action-

(1) Ce morceau est tiré du rapport de MM. les commissaires au comité de mendicité, MM. Gouttes, Bérenger, Décrétot, Prieur. On a fermé la discussion sans vouloir entendre ce dernier, qui sollicitoit la parole à la tribune.

(2) Si on mettoit 90 liv. à la *loterie*, et qu'il ne sortit pas de lots, cette mise seroit perdue sans retour. Ici, sans mise nou-

» naires , & dont la nécessité est commandée par la mo-
 » dicité de la mise même : pour peu que la vie se pro-
 » longe , on est sûr de recueillir ; & le versement des
 » 9 livres pendant les dix années dans cette caisse éco-
 » nomique , n'a été fait qu'avec l'intention de n'en re-
 » cueillir le fruit que dans le cas où la vie se prolonge-
 » roit. L'intention n'est donc pas trompée , l'espérance ne
 » l'est pas non plus ; elle peut être *suspendue* , mais jamais
 » illusoire : ce n'est donc pas une loterie.

L'avantage du gouvernement est aussi très-sensible ; mais
 sous une bonne administration , faire l'avantage du
 gouvernement , c'est en ménager les fruits aux citoyens
 dont la masse compose la nation.

Faire l'emploi du prix des actions en remboursemens
 de contrats perpétuels , & subroger les actionnaires aux
 créanciers de l'état , c'est offrir le double avantage de
 donner à cet établissement une hypothèque sûre & une
 garantie solide ; c'est ménager aux législatures suivantes
 le moyen d'alléger le fardeau de l'impôt qui pèse sur
 le peuple.

Au fur & mesure du décès des actionnaires parvenus
 au *maximum* de 3,000 livres , la nécessité du service des
 arrérages cessant , la nécessité d'imposer cessera avec elle ,
 & toujours dans la même proportion. La nation , ou ,
 ce qui est la même chose , le corps des citoyens qui
 compose la nation , sera donc soulagé de tout ce que
 l'établissement aura remboursé dans le principe. Y a-t-il
 la moindre immoralité ? n'est-ce pas , au contraire ,
 donner naissance aux vertus les plus pures , que d'accou-
 tumer ainsi les peuples à ne pas séparer , dans leurs
 jouissances , le bien de la patrie de leur bien personnel.

velle , l'actionnaire parviendra surement , et pour peu que la vie
 se prolonge , à la rente de 45 livres , et aux accroissemens qui
 doivent avoir lieu progressivement jusqu'à 3000 liv.

L'avantage des actionnaires est également démontré ; & le reproche que la subsistance du pauvre , parvenu à l'état de vieillesse , est encore tirée au fort , n'est point fondé.

On n'a pas réfléchi que le fort n'est chargé de la distribution des rentes de 45 livres qu'autant que chaque action ne procure pas la jouissance de cette pension ; mais une fois parvenu à cette somme , il ne se fait plus de tirage ; chaque action qui s'éteint accroît dans une proportion égale aux actions existantes jusqu'au *maximum* de 3,000 livres.

Les calculs faits par les commissaires des comités réunis comparés avec les probabilités de la vie , vérifiées par l'académie des sciences , prouvent , que dans la supposition de cinq millions d'actions , plus de *deux millions* d'actionnaires porteront cette rente secourable & consolatrice dans leur famille , & que 172 mille , en vieillissant , parviendront au *maximum* de 3,000 livres.

« Une seule année (1) de cette rente sur la tête d'un
» vieillard , suppose la perception de toutes les pensions
» intermédiaires ; il laisse donc en même-tems à sa
» famille un fonds suffisant pour écarter d'elle à
» jamais la misère , & un grand exemple de ce que
» peut produire le travail , joint aux plus légères éco-
» nomies du superflu ».

Si ces vérités , pesées par les comités , avoient été rappelées dans le sein de l'Assemblée , sa tendre sollicitude pour les malheureux auroit mérité à ce projet un accueil favorable.

L'auteur n'abandonne pas ce moyen d'être utile à ses concitoyens ; favorable à l'indigence , à laquelle il offre des secours certains pour la vieillesse , utile aux

(1) Rapport de M. Decretot.

finances de l'état , puisqu'il concourt à éteindre la dette nationale , il sera sans doute accueilli du public.

On ne se dissimule pas qu'il étoit facile , en se livrant à des spéculations financières , de procurer de plus grands bénéfices aux actionnaires. Ceux qui se mettent à la tête de cette administration pouvoient certainement aussi en tirer eux-mêmes de considérables.

Mais c'est précisément ce noble caractère de patriotisme & de désintéressement qui attache l'auteur aux bases de son projet.

Le public est donc prévenu que le plan sera exécuté tel qu'il a été arrêté par les comités de finances & de mendicité , avec les seules différences suivantes , que l'on a marquées en lettres italiques dans le plan imprimé , afin qu'elles fussent plus aisément senties.

Ne pouvant plus être sous la surveillance du ministre , & n'ayant rien tant à cœur que d'être inspecté , le registre contenant date par date la mention de la délivrance des actions & de l'emploi du prix en provenant , sera ouvert à l'administration , pour y être communiqué à tout actionnaire propriétaire de cinquante actions , ou qui ne les ayant pas sera fondé de procuration d'un nombre suffisant d'actionnaires pour compléter cinquante actions.

Il aura en outre le droit d'assister aux assemblées générales , qui se tiendront tous les ans , à l'effet de nommer quatre commissaires qui surveilleront & inspecteront l'établissement dans toutes ses parties.

Les tirages publics qui auront lieu pour la distribution annuelle des rentes , se feront sous les yeux de ces quatre commissaires , à l'hôtel de l'Administration , rue des Blancs-Manteaux , n°. 53.

La caution devoit être reçue par le ministre des finances ; celle de 500,000 liv. a été reçue par M^e. Brichard , notaire , rue Saint-André-des-Arcs.

Cette caution est donnée à l'administration , & non au *Caisse d'épargnes & de bienfaisance.*

seur la Farge *personnellement* ; elle est indépendante des changemens que la mort de celui-ci , ou toute autre cause , pourroient faire craindre.

De quinzaine en quinzaine les recettes des bureaux de correspondance , & celles de l'administration générale , seront versées chez M^e. Brichard , notaire , dans une caisse ou coffre fermant à trois clefs , dont une sera remise à la caution , la seconde restera entre les mains du notaire , & la troisième à l'hôtel de l'Administration.

A fur & mesure de l'acquisition des contrats dans la proportion exacte du prix des actions & de l'intérêt des capitaux remboursés , la grosse des contrats & celle des transports & reconstitution seront déposées dans ce coffre de sûreté , & tous les six mois on rendra publics , par la voie de l'impression , tous les résultats des opérations , vérifiées & suivies par les commissaires nommés chaque année.

Lors de l'échange des reconnoissances *en actions* , les registres , en partie doubles , seront paraphés & numérotés par les commissaires.

Les contrats acquis ne repasseront jamais dans la main du directeur , ils resteront toujours déposés chez le notaire , pour servir de titre à la société , & augmenter progressivement le gage qui doit opérer la sécurité de tous les actionnaires ; ainsi ils ne perdront jamais de vue le fruit de leurs économies , ils en verront l'emploi , en suivront les accroissemens , & seront toujours à même de connoître l'état de la caisse dans laquelle ils versent leurs fonds.

Les actionnaires seront payés des pensions viagères accroissantes progressivement , chez le receveur de correspondance du département où ils auront pris l'action ; le département de Paris sera le seul dans l'étendue duquel on ne paiera qu'à l'hôtel de l'administration.

R A P P O R T

F A I T

A U N O M D E S C O M I T É S

DE FINANCES ET DE MENDICITÉ, RÉUNIS,

Sur le plan (1) de tontine viagère & d'amortissement proposé par le sieur Lafarge, rapporté à l'Assemblée Nationale, le 30 Octobre dernier, par M. l'abbé GOUTTÈS, & renvoyé par Décret à l'examen des deux Comités de Finances & de Mendicité.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

M E S S I E U R S ,

« J'AI eu l'honneur de vous présenter, le 30 octobre dernier, un projet de tontine viagère & d'amortissement, proposé par le sieur Lafarge. Vous avez honoré ce projet d'une attention toute particulière, & vous l'avez distingué de tous ceux dont le public est inondé.

(1) D'une caisse patriotique d'épargnes et de bienfaisance.

Il s'agissoit de la création d'actions de 90 l., payables en dix ans, à raison de 9 liv. par an.

L'emploi du prix des actions devoit se faire en remboursemens de contrats perpétuels ; l'intérêt payé aux créanciers étant dû dès-lors à la société des actionnaires, celle-ci en composoit, pendant les dix années accordées pour le paiement intégral de l'action, une masse qui, réunie à celle des capitaux remboursés, produisoit elle-même des intérêts, dont la totalité, divisée en pensions viagères de 50 liv. & 150 liv., devoit être distribuée par la voie du sort, à la révolution des dix années entre tous les actionnaires existans ; & comme, d'après la probabilité de la vie, tous les actionnaires ne pouvoient pas être favorisés par la première distribution, la mort de ceux qui étoient en jouissance, auroit fait jouir ceux qui n'y étoient pas, pour accroître ensuite jusqu'au *maximum* de 3000 l. par action, & s'éteindre alors au profit de l'état.

Chaque actionnaire auroit eu la faculté de payer, dès la première année, les 90 liv., prix total de l'action. Le terme de la jouissance auroit été, dans ce cas, rapproché pour ces derniers.

Cette analyse rapide suffit, sans doute, Messieurs, pour vous rappeler ce projet distribué, dans le temps, à l'Assemblée ; vous avez paru frappés de deux avantages précieux qu'il offroit, même dans l'état d'imperfection où il étoit encore à cette époque.

Le malheureux trouvoit, dans un léger sacrifice de fix deniers, par jour, des ressources pour l'âge des besoins & des infirmités, celui de la vieillesse.

Le gouvernement lui-même pouvoit trouver, dans le succès de ce plan, des bénéfices très-considérables.

Cette double considération vous a déterminés à renvoyer l'examen du projet à vos deux comités de mendicité & de finance, & vous avez désiré que l'académie des sciences fût consultée sur la partie des calculs.

Cette compagnie savante a donné son avis ; les calculs ont été trouvés exacts ; elle a même applaudi aux vues de l'auteur. Elle a adopté les bases ; mais elle a censuré quelques objets de détails.

Dès commissaires ont été nommés par vos comités ; ils ont rectifié le projet dans les parties qui avoient été justement critiquées ; mais ils se sont convaincus que les bases que nous vous avons retracées en commençant , devoient être conservées ; la modicité de la mise est précieuse pour que le pauvre puisse y atteindre. L'emploi du prix des actions , en remboursemens de contrats , a le double avantage d'être utile aux finances de l'état , & d'offrir aux actionnaires une garantie sûre & durable ; le travail de ces commissaires a été soumis ensuite à leurs comités respectifs , & c'est , Messieurs , le résultat de cet examen réfléchi , médité & discuté pendant plusieurs séances , que je suis chargé de vous présenter aujourd'hui.

La tontine viagère & d'amortissement du sieur Lafarge , amendée par lui-même & rectifiée par vos deux comités , offre le double moyen d'exercer la bienfaisance envers les malheureux , de ménager aux pauvres , moyennant un sacrifice insensible , des ressources précieuses pour la vieillesse , & peut amener , sans crise & sans surcharger les peuples , l'extinction d'une partie fort importante de la dette publique.

Moyennant 9 liv. par an , ou 6 deniers par jour , que l'homme riche sacrifiera aisément pour ceux qui l'entoureront , que l'ouvrier prélèvera volontiers sur le prix d'une journée , on aura droit , au bout de dix ans à la pension viagère de 45 liv. par action. Tous les actionnaires , à la vérité , ne seront pas favorisés à cette époque ; mais , après des calculs arithmétiques , & ceux de probabilités de la vie scrupuleusement faits , quinze ans s'écouleront à peine , sans la réalité de cette jouissance promise ; & lorsque tous les actionnaires seront arrivés par action à

cette jouissance, la portion des morts accroissant progressivement aux survivans jusqu'au *maximum* de 3000, ils auront encore trouvé, dans les rentes intermédiaires, les fruits abondans de cette économie si légère dans le principe.

Arrivés au *maximum* de 3000, les rentes s'éteindront au profit de l'état.

Mais celui-ci n'ayant payé aux actionnaires que le même intérêt qu'il payoit à ses créanciers, il est constant que ce qui étoit à *perpétuité* devient pour lui *viager* seulement, puisque l'intérêt qui n'avoit pas de terme vis-à-vis des créanciers, en aura vis-à-vis des actionnaires.

En dernière analyse & pour dernier résultat, la nation aura donc gagné tous les capitaux, puisqu'on aura converti en rentes viagères à cinq pour cent des capitaux exigibles, & qui produisoient cinq pour cent d'intérêt. Ces bases générales du plan sont évidemment avantageuses; vos comités les ont conservées; & ceux qui ont lu le projet distribué ces jours derniers, ont sûrement reconnu qu'elles étoient à l'abri de toute critique raisonnable: aussi les amendemens de vos comités n'ont-ils porté que sur des objets de détails.

Le sieur Lafarge, dans son premier plan, n'avoit fait que deux classes d'actionnaires; savoir, la classe de ceux qui payoient sur-le-champ, & en une seule fois, les 90 l., prix total de l'action; & la classe de ceux qui, profitant du délai des dix années, ne paieroient que 9 liv. par an.

Ces deux classes étoient composées indistinctement de tous les âges, & comme le remarquoit fort bien l'académie, il étoit injuste de faire concourir la jeunesse avec la vieillesse, & présenter pour le vieillard, comme pour l'enfant, les mêmes chances, l'avantage n'étoit plus égal.

Nous sommes convenus avec le sieur Lafarge qu'on ne recevrait le paiement partiel de 9 l. par an, que de ceux qui seroient âgés de moins de quarante-cinq ans; & que

ceux qui , parvenus à cet âge , voudroient en prendre sur leur tête , ne seroient reçus qu'autant qu'ils mettroient sur-le-champ la somme de 90 liv. ; que ces actionnaires composeroient une classe à part , n'ayant absolument rien de commun avec les autres , & dont le dixième jouiroit , dès la seconde année , d'une rente viagère de 45 liv.

Cette pension viagère resteroit à ce taux jusqu'à ce qu'il n'y eût plus qu'un dixième des actionnaires de cette classe existans ; alors l'extinction tourneroit au profit des survivans , & accroîtroit progressivement jusqu'au *maximum* de 3000 liv.

Un second changement , non moins important que le premier , puisqu'il tend à multiplier les jouissances , en multipliant le nombre des favorisés , c'est la réduction que votre comité de mendicité , dont vous connoissez la tendre sollicitude pour les malheureux , a demandé comme intéressant singulièrement cette classe de citoyens si digne de votre intérêt.

Cette réduction consiste à porter toutes les rentes à 45 l. , & par conséquent supprimer celle de 150 & 300 l. que promettoit l'auteur ; il est évident que , dans le premier projet , la portion de dix se trouvoit concentrée entre deux actionnaires seulement. N'est-ce pas un assez beau fort que celui de 45 liv. pour 90 liv. , lorsque sur-tout on marche progressivement au *maximum* de 3000 liv. , & que l'on jouit jusque-là de toutes les rentes intermédiaires ?

Ce moyen nouveau d'exercer la bienfaisance , & d'éteindre la mendicité , mérite les plus grands éloges ; & sous le rapport de l'utilité démontrée pour l'indigence , & sous celui des bénéfices qu'il procure à l'état , il ne peut vous être indifférent sans doute. Nous avons pensé qu'il étoit de la justice de l'Assemblée , de lui donner les applaudissemens qu'il mérite , & vos suffrages sont d'autant plus nécessaires ici , qu'ils concourront à un

succès dont l'état recueillera les fruits les plus abondans. Voici les conditions auxquelles vos Comités se sont déterminés à vous proposer d'adopter le plan du sieur Lafarge.

PLAN (1) de la tontine viagère & d'amortissement, proposé par le sieur Lafarge, rapporté à l'Assemblée nationale, le 30 octobre, par M. l'abbé Gouttes, & renvoyé à l'examen des Comités de Finances & de Mendicité, par lesquels il a été rectifié, d'après l'avis de l'Académie.

ARTICLE PREMIER.

Il sera créé des actions viagères, dont le capital sera de 90 livres.

Les fonds provenans du prix des actions seront employés, en totalité, au remboursement de contrats perpétuels dus par l'état, en commençant par les petits, qui seront préférés à ceux de sommes plus considérables.

L'intérêt, dû par le gouvernement aux créanciers, sera dû, en conséquence de ces remboursemens, à la société des actionnaires qui les aura effectués, & le trésor public le lui paiera aux époques d'échéance, comme il l'auroit payé aux créanciers. Le directeur de l'établissement joindra ces intérêts au prix intégral des actions, pour les employer également, au fur & mesure qu'il les touchera, à des remboursemens nouveaux.

II.

Cet établissement sera sous l'inspection & la surveillance du ministre des finances, & le sieur Lafarge en

(1) De la caisse patriotique d'épargnes et de bienfaisance.

sera le directeur, en fournissant une caution, en immeubles, de 500,000 livres.

Le directeur est autorisé à percevoir huit deniers pour livre, en sus du prix intégral de l'action, à la charge par lui de fournir à tous les frais de bureaux, établissement de commis, correspondance, établissement de receveurs dans les autres départemens, enfin de faire toutes les dépenses, de quelque nature qu'elles soient, sans pouvoir jamais réclamer aucune indemnité, sous quelque prétexte que ce puisse être.

I I I.

Le sieur Lafarge sera tenu de justifier, le premier de chaque mois, & plus souvent, s'il en est requis, des remboursemens au profit de l'état, au prorata, & dans la proportion exacte du prix des actions, & des intérêts des capitaux remboursés. Les grosses des contrats, & celles des transports, seront remises par lui, au fur & mesure de ces remboursemens, au ministre, & il lui sera délivré par lui une reconnoissance de cette remise.

I V.

Toutes personnes qui voudront avoir part à cette tontine viagère, en prenant des actions, soit sur leur tête, soit sur toute autre, seront tenues de les prendre dans les six mois, pour la capitale, & dans un an, pour les autres départemens, *du jour de la publication du décret qui autorisera la tontine*; passé lequel temps, la société sera fermée, & ne recevra plus d'actionnaires.

V.

Les 90 livres, prix total de chaque action, seront

payables dans l'espace de dix ans , à raison de 9 livres par an.

Ceux qui laisseront courir l'année sans nourrir leurs actions , perdront les mises partielles & précédentes ; elles profiteront à la société , ainsi que les paiemens partiels de ceux qui viendroient à décéder avant le complément du prix de 90 livres.

V I.

A l'expiration des dix années , tous les contrats rembourfés seront rapportés au trésor public , & ils seront refondus en un seul & même titre , par lequel la nation s'obligera , envers les actionnaires , au paiement de l'intérêt.

La totalité des intérêts sera divisée en pensions viagères de 45 livres , lesquelles seront distribuées entre les actionnaires existans , par la voie du sort , par des tirages faits publiquement , & dans les mêmes formes que ceux qui se font à l'hôtel-de-ville.

Chaque année , ceux des actionnaires existans , qui n'auroient pas été favorisés dans les années précédentes , participeront seuls aux tirages auxquels donnera lieu le décès de ceux qui étoient en jouissance , & cela jusqu'à ce que tous soient parvenus à la rente de 45 livres par chaque action ; au fur & mesure de leur extinction , le produit accroîtra à toutes les autres existantes , jusqu'au *maximum* de 3000 livres , & jamais au-delà ; arrivées à ce terme , les rentes n'accroîtront plus ; elles s'éteindront au profit de l'état.

V I I.

Les personnes âgées de quarante-cinq ans accomplis , qui voudront prendre part à cet établissement , en plaçant

sur leur tête, ne le pourront faire qu'en payant, dès la première année, les 90 livres, prix intégral de l'action. Il sera fait de ceux-ci une classe à part, qui restera distincte & séparée, jusqu'à son entière extinction; & dès l'année suivante, l'intérêt provenant des capitaux remboursés par le produit du prix de leurs actions sera divisé en pensions viagères de 45 livres, lesquelles seront distribuées également, par la voie du sort, entre les actionnaires de cette classe seulement; de sorte qu'un, sur dix, jouira de cette rente dès cette seconde année.

Lorsque tous jouiront de cette rente, par la succession des non favorisés à ceux qui jouissoient, la portion des morts accroîtra aux survivans, d'après les règles ci-dessus établies, dans une proportion égale, jusqu'à un *maximum* de 3000 livres.

A l'extinction de cette classe, si les actionnaires des autres classes ne sont pas encore parvenus, par chaque action, au *maximum* de 3000 livres, l'intérêt des capitaux, qui appartient à celle-ci, sera reversé sur la société entière; dans le cas contraire, il s'éteindra au profit de l'état.

V I I I.

Pourront aussi les actionnaires âgés de moins de quarante-cinq ans placer, soit sur leur propre tête, soit sur toute autre, & devancer le terme de paiement, en payant sur-le-champ les 90 livres, prix total de l'action; ils composeront, dans ce cas, également, une classe à part; les intérêts provenans seulement des capitaux remboursés par le produit de ces actions seront également divisés en portions de 45 livres, pour être distribués entre eux, par la voie du sort, dans la proportion, & suivant les règles déterminées dans les articles ci-dessus, avec cette différence, qu'à l'expiration de la

dixième année, les actionnaires favorisés se confondront avec ceux qui auront payé 9 livres par an, & participeront ainsi, avec la société entière, à toutes les distributions qui doivent augmenter progressivement la rente de chacun d'eux, jusqu'au *maximum* de 3000 livres.

I X.

Le directeur sera tenu d'avoir, pour chaque classe d'actionnaires, un registre à partie double, paraphé par le ministre, chaque année. Il y inscrira, par ordre de date, & sans interruption, les noms, surnoms & âges des actionnaires, le numéro de leurs actions, & les mentions, par époques, des contrats remboursés.

Le ministre des finances (1) fera afficher, tous les mois, à la porte des bureaux de l'établissement, & enverra à tous les départemens du royaume, pour être également affiché à la porte du directoire, l'état certifié, & imprimé, des remboursemens effectués dans le cours du mois, & dans la proportion du prix des actions reçues.

Cet état sera, en outre, également déposé aux archives de l'Assemblée nationale, pour servir de preuve, à la révolution de dix années, des remboursemens effectués, & devenir la base du titre que doit, en échange, souscrire à cette époque, la nation, au profit des actionnaires.

X.

A l'expiration des dix années, le corps législatif continuera, s'il l'avise, le sieur la Farge dans l'administration de ladite société, ou lui substituera toute autre personne; & dans tous les cas, il déterminera le traitement de l'administration, ainsi que les frais de ses bureaux; lesquels traitemens & frais seront pris sur les parties de rente qu'aucun des action-

(1) L'administration de la caisse.

naires pourra laisser vacante , dans l'intervalle de son décès à la révolution entière de l'année ; & l'excédant seulement des dites rentes ainsi vacantes tournera au profit de la société.

DISCOURS

Prononcé par M. de Mirabeau, immédiatement après ce rapport.

MESSIEURS,

Vos comités ont trouvé une foule d'avantages dans l'adoption du projet de M. Lafarge. Il en est un dont ils ne vous parlent point, c'est qu'un pareil établissement, rappelant sans cesse à la classe indigente de la société les ressources de l'économie, lui en inspirera le goût, lui en fera connoître les bienfaits, & en quelque sorte les miracles.

J'appellerois volontiers l'économie la seconde providence du genre-humain. La nature se perpétue par des reproductions ; elle se détruit par des jouissances. Faites que la subsistance même du pauvre ne se consume pas toute entière ; obtenez de lui, non par des loix, mais par la toute-puissance de l'exemple, qu'il dérobe une très-petite portion de son travail pour la confier à la reproduction du tems, & par cela seul, vous doublerez les ressources de l'espèce humaine.

Et qui doute que la mendicité, ce redoutable ennemi des mœurs & des lois, ne fût détruite par de simples

règles de police économique ? Qui doute que le travail de l'homme dans la vigueur ne peut le nourrir dans sa vieillesse , puisque la mendicité est presque la même chez les peuples les plus riches & parmi les nations les plus pauvres ? Ce n'est donc pas dans l'inégalité des fortunes qu'il faut en chercher la véritable cause ; elle est toute entière dans l'imprévoyance de l'avenir , dans la corruption des mœurs , & sur-tout dans cette consommation continuelle sans remplacement qui changeroit toutes les terres en déserts , si la nature n'étoit pas plus sage que l'homme.

M. Lafarge appelle son projet *toncine viagère & d'amortissement* : je voudrois qu'il l'eût appelé , caisse des épargnes , caisse des pauvres , ou caisse de bienfaisance ; ce titre auroit mieux fait connoître au pauvre ses besoins , & au riche ses devoirs. Assez de fortunes ont été accumulées par l'avarice , en accumulant les intérêts , en échangeant des privations pour des richesses ; il faut apprendre aussi à la classe indigente le moyen de se préparer son plus doux avenir. Une pension de 45 livres seroit un grand bienfait pour les habitans des campagnes ; cette somme est presque le salaire du travail d'une année entière. Une pension de mille livres , de mille écus , seroit la fortune de la famille la plus nombreuse. Quelle émulation ce prix décerné à l'économie ne seroit-il pas capable d'y exciter ?

Partout le peuple est à portée de faire quelques épargnes ; mais il n'a presque nulle part la possibilité de les faire fructifier. Qui voudroit se charger chaque jour du denier de la veuve ? Supposons même qu'un fils pour son père , ou un père pour son fils voulût retrancher six deniers par jour du prix d'un travail que cette économie leur rendroit plus doux , dans quelles mains déposeroient-ils la modique somme de 9 livres à la fin de chaque année ? quel seroit même l'accroissement de cette somme , si elle

ne produisoit que de simples intérêts ? L'esprit d'économie jusqu'aujourd'hui étoit donc presque impossible dans les classes indigentes ? Il n'en sera pas de même lorsqu'une caisse des épargnes aura réalisé les vœux des bons citoyens.

En vous parlant des avantages de l'esprit d'économie, comment passer sous silence les bonnes mœurs, qui en sont le premier bienfait ? La pauvreté se concilie avec toutes les vertus ; mais à la pauvreté succèdent l'indigence, la mendicité : eh ! combien cet état cruel n'est-il pas voisin de la plus dangereuse corruption ! Tout se tient dans l'ordre moral ; le travail est le pain nourricier des grandes nations ; l'économie, jointe au travail, leur donne des mœurs ; les fruits de cette économie les rendent heureux : eh ! n'est-ce point là le but de toutes les lois ?

Vous craindrez peut-être de diminuer la subsistance du pauvre par des sacrifices mêmes contraires que son état semble ne pouvoir pas supporter. Que vous connoîtriez mal les effets de l'esprit d'économie ! Il double le travail, parce qu'il en fait mieux sentir le prix ; il augmente les forces avec le courage. Mais comptez-vous pour rien l'invitation que vous allez faire aux riches ? & lorsque vous autorisez une caisse des pauvres, à qui donc prescrirez-vous de la remplir ? Non ; j'en atteste tous ceux qui ont vu de près les ravages de la misère, les pauvres ne seront pas les seuls à s'intéresser à cette caisse bienfaisante, qui ne va recéler des épargnes ou des aumônes que pour les multiplier. Une nouvelle carrière s'ouvre à la bienfaisance comme une nouvelle chance s'offre à la pauvreté ; en est-il de plus douce ? elle embrasse l'avenir ; elle est accordée au malheur ; elle a pour base l'espérance.

Il ne vous reste qu'à donner un exemple qui, sans doute, aura des imitateurs ; & j'ajouterois au projet de

décret proposé par vos comités qu'il sera prélevé par le trésor public, cinq jours du traitement de chaque député, pour former douze cents actions sur la tête de douze cents familles pauvres, qui seront indiquées, savoir : quatorze par chaque directoire des quatre-vingt-trois départemens, & trente-huit par la municipalité de Paris.

A partir de lundi 21 de ce mois de mars, les bureaux seront ouverts tous les jours depuis neuf heures du matin jusqu'à une heure, & de relevée depuis cinq heures jusqu'à huit. Les dimanches & fêtes ils ne seront ouverts que le matin.

BUREAU GÉNÉRAL,

Hôtel de l'Administration, rue des Blancs-Manteaux, N^o. 53.

BUREAUX DE CORRESPONDANCE.

1^o. Section de l'hôtel-de-ville, chez M. Cholet de Jetphort, rue des Nonaindières, n^o. 31.

2^o. Quartier Saint-Antoine, rue de Charonne, chez M. Marcan.

3^o. Rue Saint-Sauveur, chez M. Yver de la Gravière, n^o. 7.

4^o. Faubourg Saint-Honoré, chez M. Olivier Desclo-seaux, rue d'Anjou, n^o. 106.

5^o. Chez M. Pierre Agée, chez M. son frère, Agent de Change, rue Saint-Marc, n^o. 7.

6^o. Chez M. Sellé, rue Saint-Nicaise, n^o. 502.

7^o. Chez M. Fontaine, rue de la Harpe, n^o. 148.